



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales**

le **- 2 SEP. 2021**

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0068 du 2 septembre 2021

Portant ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet de travaux de sécurisation et protection contre les chutes de blocs de la RD 909A entre les Hameaux de Balmettes et de Glières sur la commune de TALLOIRES-MONTMIN

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la délibération en date du 30 novembre 2020 de la Commission permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie demandant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet de sécurisation et protection contre les chutes de blocs de la RD 909A entre les Hameaux de Balmettes et de Glières sur la commune de TALLOIRES-MONTMIN ;

**VU** la décision de M. le président du tribunal administratif de Grenoble en date du 11 août 2021 relative à la désignation du commissaire enquêteur ;

**VU** les dossiers d'enquête constitués conformément aux prescriptions des articles R 112-4 et R. 131-3 du code de l'expropriation ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Il sera procédé sur le territoire de la commune de TALLOIRES-MONTMIN



du lundi 25 octobre au jeudi 25 novembre 2021 inclus

à la tenue d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet de travaux de sécurisation et protection contre les chutes de blocs de la RD 909A entre les Hameaux de Balmettes et de Glières sur la commune de TALLOIRES-MONTMIN.

**ARTICLE 2** : M. Joël MARTEL, Officier général en retraite, a été désigné pour assurer les fonctions de commissaire enquêteur. Il siègera en mairie de TALLOIRES-MONTMIN, où toutes les correspondances relatives aux enquêtes devront lui être adressées.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressées, en mairie de TALLOIRES-MONTMIN :

- le lundi 25 octobre de 9 heures à 12 heures ;
- le mercredi 10 novembre de 9 heures à 12 heures ;
- le jeudi 25 novembre de 14 heures à 17 heures ;

afin de recevoir leurs observations.

**ARTICLE 3** : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairie de TALLOIRES-MONTMIN, où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public, et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur en mairie de TALLOIRES-MONTMIN (27 Rue André Theuriet, 74290 TALLOIRES-MONTMIN).

**ARTICLE 4** : Le dossier d'enquête publique sera également disponible, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête,

sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie :

[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

(sous les références : « Publications » / « actions participatives » / « Enquêtes publiques et avis »)

ou sur le site de la commune :

[www.talloires-montmin.fr](http://www.talloires-montmin.fr)

(sous les références : « Vie Municipale »/ « Services Municipaux »/ « urbanisme »).

Le public pourra également adresser ses observations par écrit au commissaire-enquêteur en mairie de TALLOIRES-MONTMIN ou à l'adresse électronique suivante :

[enqueteprealableduprd909@talloires-montmin.fr](mailto:enqueteprealableduprd909@talloires-montmin.fr)

Les observations du public reçues par courrier électronique seront consultables sur les registres.

Les observations du public sont également communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire.

**ARTICLE 6** : Le commissaire enquêteur disposera d'un délai maximal d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, pour rendre son rapport et ses conclusions motivées concernant l'utilité publique de l'opération.

Toutefois si les conclusions du commissaire enquêteur étaient défavorables à l'adoption du projet, le maître d'ouvrage sera appelé à émettre son avis par une délibération motivée.

Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier, le maître d'ouvrage serait regardé comme ayant renoncé à l'opération.

**ARTICLE 7 :** Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée en mairie de TALLOIRES-MONTMIN, ainsi qu'à la préfecture de la Haute-Savoie (Direction des relations avec les collectivités locales) où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

**ARTICLE 8 :** Notification de l'enquête parcellaire sera faite par M. le Président du Conseil Départemental (maître d'ouvrage) à chacun des propriétaires et ayants-droits intéressés, sous pli recommandé avec accusé de réception, avant l'ouverture de l'enquête.

**ARTICLE 9 :** Un avis d'ouverture d'enquête, établi par mes soins, sera affiché notamment à la porte de la mairie et publié par tout autre moyen en usage dans la commune, au moins huit jours avant la date d'ouverture d'enquête. Cette formalité devra être constatée par un certificat du maire annexé au dossier d'enquête.

Cet avis sera en outre inséré par mes soins, aux frais du Conseil départemental de la Haute-Savoie, en caractères apparents, dans les journaux « Le Dauphiné Libéré » et « L'Eco des Pays de Savoie », huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**ARTICLE 10 :** La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application des articles L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ci-après reproduits :

*« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »*

*« Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »*

*« Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 311-2 sont en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.»*

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

**Article 12 :** Dans le cadre de l'épidémie de la COVID 19, les précautions suivantes devront être observées :

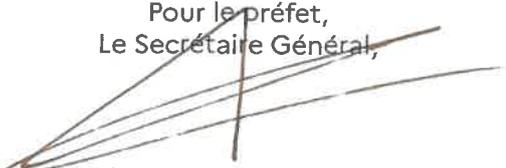
- les mesures de distanciation physique seront strictement respectées ;
- le port du masque est obligatoire ;
- le lavage des mains avant consultation du dossier et du registre d'enquête ;
- il est demandé à toute personne présentant des symptômes semblables à ceux liés à la « COVID 19 » de ne pas se présenter.

**ARTICLE 13 :**

- M. le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie,
- M. le maire de TALLOIRES-MONTMIN,
- M. le directeur de Teractem,
- M. le commissaire-enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information à M. le directeur départemental des territoires, à M. le président du tribunal administratif de Grenoble ainsi qu'à M. le directeur départemental des finances publiques.

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Thomas FAUCONNIER